



Compte rendu du CDAS du 1^{er} décembre 2015

Ce comité départemental de l'action sociale s'est tenu sous la présidence de Mr Laurent VENOT, Directeur Régional des Douanes d'Aquitaine, nouvellement affecté en Gironde.

Ce CDAS se veut être un comité de "bilan" des actions de l'année passée au niveau du département, étant donné que le budget 2016 n'est pas encore connu, même si ...

les premières tendances se dessinent et ont amené les trois organisations syndicales siégeant ce jour à lire une déclaration liminaire commune

Communiqué intersyndical : CGT - Solidaires Finances - CFDT

Les organisations syndicales ont pris connaissance du projet de loi de Finances pour 2016. Ce projet fait état d'un budget d'action sociale en baisse de **28 millions d'euros** et de la **suppression de la subvention à l'association ALPAF**.

Par ailleurs, sur ce budget seront appliqués la réserve de précaution et autres gels et sur-gels. Les crédits disponibles pour l'action sociale s'élèveront en définitive à un peu plus de 115 millions d'euros soit une perte pour les agents de 40 millions d'euros.

Les agents des ministères économiques et financiers (MEF) font face depuis plusieurs années à des suppressions massives d'emplois, plus de 30 000 en 10 ans et encore près de 2 600 en 2016. Ils subissent des conditions de travail de plus en plus dégradées, le blocage du point d'indice et de leurs rémunérations depuis 2010.

Pour les agents actifs et retraités des MEF et leurs familles, l'action sociale est primordiale. C'est un acquis de 1989 auquel ils sont particulièrement attachés qui a pour but de les aider dans différents domaines et d'améliorer leurs conditions de vie.

Or aujourd'hui, les ministres s'attaquent à l'action sociale et remettent en cause, de fait, les prestations destinées aux agents. Les ministres ont délibérément masqué la réalité des chiffres aux organisations syndicales dans un total mépris du dialogue social. Nous ne pouvons l'accepter.

Nous dénonçons cette absence de dialogue social à l'échelon national, tant au niveau des ministres que du Secrétariat général et ce mépris affiché en direction des agents.

Au niveau local, l'inquiétude est grande quant à la dotation 2016, et nous redoutons une possible détérioration du dialogue social, jusqu'à ce jour préservé, si nous ne disposons plus de moyens suffisants.

Budget 2016 = $\frac{3}{4}$ du budget 2015 !

Ce CDAS se tient après avoir pris connaissance de l'amputation programmée du budget de l'action sociale d'un quart par rapport à l'an dernier.

Avec 28 millions d'euros en moins, la suppression de la subvention ALPAF, c'est manifestement une coupe drastique qui est infligée à l'action sociale de notre ministère, qui paye un lourd tribut budgétaire..

Le Président du CDAS affirme ne pas avoir de lisibilité quant aux déclinaisons de ce budget à l'échelle départementale.

Pour autant, comment ne pas imaginer une déclinaison tout aussi drastique sur les financements des actions locales ?

Comment imaginer discuter lors du prochain CDAS des actions à supprimer ??

Les repas des retraités ? Les mini colos ? Les excursions ? Les aides aux personnes en difficulté ? L'arbre de Noël ?

Tout simplement pas imaginable, car rien ne paraît superflu aujourd'hui.

Nous avons tous besoin d'action sociale, un jour.

Ce n'est pas le bilan des actions locales qui contredira ce constat.

Ordre du jour

- approbation du PV du CDAS du 02/06/15
- Vote du règlement intérieur du CDAS
- Bilan premières actions du CAL
- Bilan du lancement du CESU « aide à la parentalité »
- Bilan des inscriptions à la crèche de la Cité administrative
- Questions diverses
- le PV du CDAS a été approuvé à l'unanimité.
- La CGT souhaite voir apporter deux modifications au règlement intérieur (relatives au délai de transmission des documents aux organisations syndicales, puis sur la nécessité de « convoquer » les organisations syndicales et non les « inviter » aux CDAS, la connotation n'est pas la même).

La Direction s'étant engagée à faire « remonter » notre demande, le règlement intérieur a été approuvé à l'unanimité.

● **BILAN DES PREMIERES ACTIONS DU CAL**

- Actions à destinations des retraités : il s'agit de repas, excursions, visites ...qui ont rencontré un vif succès, mais aussi de journées d'informations sur des thèmes particuliers tels que les « dangers d'internet » (17/11/15)
- Actions à destination des enfants : il s'agit des mini-colos qui se sont tenues à Taussat, les 2 semaines des vacances de la Toussaint, et qui ont permis de prendre en charge 56 enfants (7 enfants seulement au début de cette initiative ...)

Face au franc succès rencontré par les mini colos, au besoin réel rencontré par les parents, la CGT 33 revendique une prise en charge des mini colos de la Toussaint par l'EPAF, comme il en est le cas pour les vacances de février, Pâques, été ...

- Comme tous les ans, l'arbre de Noël, se tiendra le 9/12. Les récents événements compliquent les choses cette année. Pour autant l'arbre de Noël aura lieu. La sécurité sera renforcée, les prestataires habituels assurant la sécurité ce jour là, seront renforcés de 3 policiers retraités, qui surveilleront plus particulièrement les entrées.
- Action à destination des agents malades : une convention a été signée avec un service de socio-esthéticiennes, afin que nos collègues qui reçoivent un traitement lourd,(chimio par ex ..) puissent recevoir des soins d'esthétique, afin de mieux vivre ces moments douloureux. Cette action permet d'offrir 3 séances par personne, et à ce jour, 14 personnes ont pu en bénéficier.

Une nouvelle procédure de sélection des prestataires a été mise en place, en vue des organisations des sorties à venir.

Un Accord-Cadre a été signé avec 5 prestataires en Gironde, qui assureront le transport, des personnes sur les lieux d'excursions, visites, ...

● **BILAN DU LANCEMENT DU CESU « aide à la parentalité »**

Il s'agit d'une aide financière à la parentalité à destination des parents d'enfants âgés de 6 à 12 ans, sous la forme d'un chèque emploi service universel, le CESU « aide à la parentalité »

Le chèque emploi service universel, est entièrement pré-financé par les MEF, et permet de payer des prestations pour l'aide à la parentalité telles que : garde à domicile, ou hors, accompagnement des enfants sur le trajet domicile / école, soutien scolaire ou cours à domicile,

Le montant de l'aide dépend du niveau de revenu du foyer (RFR).

- En Gironde, 58 dossiers ont été présentés et acceptés, 75% ont reçu le minimum (200 €)
15% des bénéficiaires sont des foyers monoparentaux.

Des précisions ont été demandées quant à la nature des services : qu'entend-t-on par cours à domicile ?

- **BILAN DES INSCRIPTIONS A LA CRECHE DE LA CITE**

23 berceaux sont réservés à la crèche pour les agents du Mef

au mois de juin dernier, restaient encore 2 berceaux vides. N'étant toujours pas pourvus au 1/9/15, ils ont été rendus à la mairie de Bordeaux en septembre 2015. Seuls 21 berceaux sont donc occupés par des bébés finances.

En un an, notre ministère a perdu en tout 7 berceaux.

- **QUESTIONS DIVERSES**

Nationalement :

- ✓ - le titre restaurant dématérialisé reste toujours « matérialisé » pour l'année prochaine. Il représente un gros « enjeu » et géré pour le moment par SODEXO jusque fin 2016.

Une nouvelle consultation est lancée,

- ✓ -allègement des procédures de demandes de prestations ALPAF. Les agents saisiront leurs dossiers en ligne
- ✓ - harmonisation des durées de colos quelque soit le mois, ce sera 19 jours, en juillet comme en août.
- ✓ -création de colos plus courtes : colos de 9 jours pour les 4-11 ans, du lundi au vendredi.
- ✓ - formation au CDAS pour les représentants du personnel

Localement :

Les projets d'action 2016 ont d'ores et déjà été évoqués : sorties ski famille, sorties retraités, sorties mêlant Actifs/Retraités, sorties enfants, colis amitiés finances pour nos collègues retraités les plus âgés, journée d'information sur thèmes, mise en ligne (en PDF) du "Guide pratique de la retraite", document qui contient une multitude de renseignements pratiques très intéressants pour les actifs aussi...

MAIS qu'en sera-t-il ? Tout cela reste conditionné aux finances 2016...

N'hésitez pas à réagir, et nous faire part de vos remarques.

Vous pouvez nous joindre par mail à l'adresse : cgt.drifip33@dgfip.finances.gouv.fr

VOS REPRESENTANTS CGT AU CDAS DE LA GIRONDE

Raphaëlle JOLLIVET Titulaire (DRFIP)	Sylvie CARON Titulaire (DRFIP)
Christiane DAMBOURGES (Expert Retraités)	Vincent DEUDON Suppléant (DISI)